

23 Mars 1790

N°. C I X.

L'AMI DU PEUPLE,
O U
LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la Patrie,
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Vitam impedere vero.

Du Mardi 23 Mars 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 21 Mars 1790.

Décret de l'assemblée nationale sur les gabelles.--
Avertissement de l'Ami du Peuple. -- Suite de
la protestation de MM. Martin et Duval. --
Réflexions de l'Ami du Peuple sur la protesta-
tion de MM. Martin et Duval contre les juges
du châtelet.

On a repris la discussion du décret sur la
gabelle; et M. Dupont de Nemours a fait lec-
ture de l'article suivant qui a été adopté après
que plusieurs amendemens ont été proposés et
rejetés.

VII. Les revendeurs autorisés par la ferme générale à débiter du sel, et qui n'auroient pu vendre la totalité de celui qu'ils ont levé au grenier de l'état, seront admis à l'y remettre d'après les inventaires qui en seront faits, et la valeur leur en sera restitué, sans qu'en aucun cas ils puissent rapporter plus de sel qu'il ne leur en a été délivré lors de leur dernière levée; et pour jouir du bénéfice du présent article, les revendeurs seront tenus de faire, dans les vingt-quatre heures de la publication du présent décret, à la municipalité du lieu de leur résidence, la déclaration de la quantité de sel de la ferme qu'ils pourroient avoir entre les mains. Ladite quantité sera vérifiée dans le même délai par la municipalité, qui prendra l'échantillon de la qualité.

VIII. Les procès criminels, commencés pour fait de gabelles, seront annulés sans frais. Le roi sera supplié de permettre le retour des bannis pour fait de gabelles seulement, et de faire remettre en liberté les détenus en prison ou aux galères, qui n'y ont été envoyés que pour la même cause; comme aussi d'ordonner qu'il soit pris des précautions pour assurer leur retour à leur domicile, conformément à ce qui a été précédemment réglé au sujet des détenus pour fait de chasse.

Avertissement de l'Ami du Peuple.

L'agioteur inepte qui administre nos finances, le philosophe Bailly, le dictateur chef de notre milice, le vil tribunal du châtelet, et notre commune plus vile, plus méprisable encore, ont appris, ce qu'ils appellent ma résurrection. L'ami du peuple a reparu ; c'est comme s'ils avoient tous apperçu la tête de Méduse. Trois mille espions ont été à l'instant mis en campagne pour s'assurer de ma personne. Les libraires chargés de mon ouvrage, les malheureux colporteurs qui le débitaient, ont été saisis, arrêtés, emprisonnés. L'ex-mouchard Guignot, n'aguere garçon perruquier, qui s'est emparé de mon titre pour le déshonorer, avoit découvert ma retraite et promis de m'en livrer à la vengeance de mes ennemis. Prévenu à tems, j'ai changé de demeure et transporté ma nouvelle presse dans un lieu inconnu à mes persécuteurs. C'est de là que je vais achever de dévoiler leurs turpitudes et les faire rentrer dans la fange d'où ils sont sortis. -- L'ex-mouchard Guignot continuera, s'il veut, de tromper le public en se parant de mon titre : je ne puis ni ne veut l'empêcher de gagner un morceau de pain à l'aide de cette supercherie ; mais il feroit mieux de re-

prendre son ancien état , et de suivre cette leçon
de Boileau :

Soyez plutôt mâçon , si c'est votre métier.
Un ouvrier instruit dans un art nécessaire
Vaut mieux , à mon avis , qu'un écrivain vulgaire.

Suite de la protestation de MM. Martin et Duval
Destins , contre les juges du châtelet.

..... O comble de l'iniquité ! Bezenval est
relaxé , justifié même , et le pauvre Favras lui
est substitué , pour donner au peuple le spectacle
révoltant de la plus infâme scélératesse..... et
le châtelet subsiste encore !..... et l'assemblée
nationale ne s'empresse pas d'organiser sa haute
cour et de marquer de l'infamie chacun des juges
prévaricateurs de cette juridiction , en com-
mençant par le sieur Boucher d'Argis (1).....
ou du sceau de l'infamie , parce qu'il n'appar-
tient qu'à des infâmes de justifier le coupable et
de frapper l'innocent. Le jugement rendu contre
MM. Martin et Duval , est une nouvelle preuve
de la vérité de mon assertion : j'y reviens. Mais
l'espace me manque : je renvoye mon lecteur
au numéro prochain.

(1) J'en excepte MM. Talon et de la Huproie.

Suite des réflexions de l'Ami du Peuple, sur la protestation de MM. Martin et Duval, contre les juges du châtelet.

Les décrets de l'auguste sénat donnent à tous les citoyens le droit de concourir personnellement, ou par leurs représentans, à la formation de la loi (1). Il a arrêté que la libre communication des pensées et des opinions étoit un des droits les plus précieux de l'homme, et que tout citoyen pouvoit en conséquence parler, écrire et imprimer librement (2). Il a encore décrété que nul homme ne peut être accusé, arrêté ou détenu, que dans les cas déterminés par la loi, et selon les formes qu'elle a prescrites (3). Il a enfin arrêté, par son décret sur la réformation provisoire de la procédure criminelle (article 9), qu'aucun décret de prise de corps ne pourroit être décerné désormais contre les domiciliés, que dans le cas, où par la nature de l'accusation ou des charges, il pourroit échoir peine corporelle; et cependant, au mépris de tant d'arrêtés respectables, on fait un crime à MM. Martin et Duval d'avoir légalement manifesté dans l'assemblée de leur district leurs pensées, leurs opi-

(1) Article 6 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

(2) Article 11 de la même déclaration.

(3) Article 7 de la même déclaration.

nions sur cette loi sanguinaire, plutôt faite pour des Scythes que pour des François ; on les arrête illégalement et sans formes ; on viole leurs personnes , leurs domiciles ; des soldats , armés pour le soutien et la défense de la liberté , les appréhendent au corps ; on les arrache cruellement à leurs parens , à leurs amis , à leurs affaires : on les traîne à l'hôtel-de-ville , et de là , on les jette dans les cachots du châtelet sans accusation juridique , sans plainte , sans décret légal. Le procureur du roi , à la sollicitation de nos infâmes mandataires de la commune , bâtit ensuite une plainte , fait faire une information hors la présence des accusés , et par conséquent nulle (1). On en recommence une nouvelle. Il n'en résulte la preuve d'aucun délit , d'aucun crime : mais cela est égal. Le châtelet se prête bassement A SERVIR LA VENGEANCE DES MUNICIPAUX (2). LE

(1) Tant les juges du châtelet ont de peine à se soumettre au décret réformatif de la procédure criminelle ; tant ils sont triturés à l'ancien régime ; tant ils y sont attachés , tant il est nécessaire , indispensable même , de les destituer.

(2) Tout le public sait , comme moi , de quel œil nos représentans provisoires à la commune ont vu le procès-verbal dressé par MM. Martin et Duval , assistés de deux boulangers , à l'école royale militaire , le 16 octobre dernier , en vertu d'un arrêté de leur district ; procès-verbal qu'ils ont fait imprimer , et duquel il résulte qu'on y

PROCUREUR DU ROI conclut sur l'information, à ce que les sieurs Martin et Duval soient décrétés de prise de corps (1). Ne soit fait ainsi qu'il est requis de resserrer les fers de ces malheureux citoyens. Vainement ils présentent requête pour obtenir leur relaxation ; vainement ils exposent qu'ils ne sont coupables d'aucun crime ; que l'information faite contre eux , n'offre la preuve

mettoit en farine des marons (fruits), et que les moulins à bras y occasionnoient une dépense inutile de plus d'un million par année. Ce procès-verbal, rendu public, étoit un morceau fort dur à avaler pour nos dignes représentans. Ils cherchent l'occasion de se venger des verbaliseurs. Les discussions qu'occasionna la loi martiale dans le district de Saint-Martin-des-Champs, comme dans presque tous les autres districts, leur en fournit le moyen ; et le docile châtelet s'y prêta de la meilleure grace du monde. -- Voilà la source impure des accusations intentées contre MM. Martin et Duval : voilà l'origine des vexations et des procédures scandaleuses exercées contre les deux honnêtes citoyens. -- Et je suis un furieux ! Et je suis un enragé, quand je demande au nom du peuple, et la destitution des juges du châtelet, et la destitution des mandataires actuels de notre commune.

(1) Et ils étoient emprisonnés depuis plus d'un mois, en vertu de l'ordre arbitraire de la commune, que les juges du châtelet ont regardés comme si bas, qu'ils n'ont jamais fait signifier leur décret aux deux accusés. -- que de turpitudes !

d'aucun délit ; qu'on ne peut , sans l'injustice la plus criante , les tenir en prison , les ruiner sans ressource par une plus longue détention , et qu'on doit leur accorder au moins leur liberté provisoire. L'humanité et la loi disoient oui ; mais la commune disoit non.... Forcés de subir leur jugement , effrayés de la puissance de leurs ennemis , ils sentoient la nécessité de se justifier ; ils offrent de produire leurs témoins. Six semaines se passent sans qu'on fasse attention à leur requête. Ces témoins sont enfin entendus : tous s'accordent à justifier ces deux citoyens des accusations hasardées contre eux dans la plainte du procureur du roi. Enfin , après quatre mois d'une détention aussi injuste qu'illégale , le châtelet se détermine à juger ces victimes de la vengeance municipale. Les décharge des accusations intentées contre eux , c'eut été commettre un acte impolitique qui auroit ouvert aux accusés une action contre leurs oppresseurs , contre leurs calomniateurs ; il falloit , au contraire , légaliser et les vexations de la commune , et les prévarications du tribunal. En conséquence , pour ôter à jamais à MM. Martin et Duval la faculté de se pourvoir contre tant de violences et d'iniquités , les magistrats du châtelet leur font défenses de récidiver sous peine de punition exemplaire. — Peuple , voilà tes juges : voilà les Blanchisseurs de Bézenval , les assassins de Favras , les diffamateurs de deux honnêtes citoyens : voilà les infâmes que l'assemblée nationale honore de sa confiance , et qu'elle a constitué les gardiens du dépôt sacré des loix.

De l'Imprimerie de M A R A T.